



LE DÉBAT

Comment sauver la voie professionnelle de l'enseignement?

Le projet de réforme de l'enseignement professionnel porté par le gouvernement interroge sur ses enjeux et sa portée. Il suscite de fortes inquiétudes syndicales et de nombreuses protestations des lycéens.

Former des jeunes qui trouveront aisément un emploi ensuite, c'est soutenir des enjeux de reconquête industrielle pour notre pays.

Sauver la filière d'enseignement professionnel, c'est lui permettre de répondre plus efficacement à l'enjeu essentiel d'insertion sociale et professionnelle par la consolidation du parcours des élèves qui y sont accueillis. Tout le monde sait que la filière accueille, plus que la filière générale, des jeunes aux origines modestes, au parcours personnel difficile, qui ne maîtrisent pas notre langue parfois, ou encore susceptibles d'être décrocheurs. Par conséquent, il faut plus pour ces jeunes, notamment en termes d'actions culturelles, de dispositifs d'accompagnement – pour acquérir la langue française par exemple – de suivi attentif et pluriannuel, d'ouverture à l'international, d'encadrement de type tutorat ou parrainage. Les métiers de l'artisanat, du bâtiment, du commerce, de l'industrie doivent être découverts dès l'école primaire et le collège et présentés pour ce qu'ils sont: des voies de réussite et d'excellence comme d'autres. Sur la question de l'adéquation des formations au marché de l'emploi, il faut

être pragmatique. Si un métier manque de candidats, est en « tension », il est logique que l'intitulé des formations s'y adapte. On a par exemple besoin de couturières. Pas uniquement de stylistes... C'est soutenir des enjeux de reconquête industrielle que de former en France des jeunes qui trouveront aisément un emploi ensuite.

Cela ne veut absolument pas dire qu'on assigne un jeune à un lieu de résidence limité. Chaque formation, par la mise en place d'équivalences au niveau européen, par la qualité de ses contenus, par la capacité d'adaptation qu'elle doit permettre de développer, les équivalences et passerelles possibles, les partenariats avec les entreprises, doit permettre au jeune de pouvoir évoluer ensuite où bon lui semble. Pour ce qui est des professeurs, il faut absolument éviter les sirènes déjà bien obsolètes qui laisseraient à penser qu'ils n'en font pas assez.

Le métier de professeur a trop pâti d'un bashing (dénigrement) permanent qui a laissé des traces, décourage les vocations, alors que ceux qui connaissent le terrain, en viennent,

savent pertinemment la difficulté quotidienne d'un métier où l'on ne compte ni son énergie, ni ses heures, ni son engagement, dans un contexte social et sociétal qui n'a pas rendu les choses plus simples.

On en demande beaucoup, énormément au système scolaire sans parfois se souvenir qu'il repose entièrement sur l'action en première ligne de ses enseignants, qui transmettent du mieux qu'ils peuvent des bases pour l'avenir aux jeunes qu'ils forment. La refondation de la filière professionnelle doit ainsi être l'occasion de sortir définitivement de l'image écornée d'une voie bis, d'en faire une filière professionnalisante efficace et reconnue, où théorie et pratique permettent aux jeunes qui en sont issus de s'adapter aisément dans une vie professionnelle qui réclame une mobilité et une adaptabilité constantes. Une voie qui forme ainsi des jeunes bien dans leur vie. Tout simplement.





Si les plans du gouvernement se confirment, la réforme du lycée professionnel pourrait provoquer un nouveau renoncement éducatif.

La voie professionnelle concerne 650 000 jeunes, soit 28 % des lycéennes et des lycéens, bien souvent issus des milieux populaires. Ils ont droit à un enseignement général et professionnel de qualité au service de leur pleine émancipation dans la vie et au travail. C'est ce que portent les mobilisations qui se sont organisées depuis la rentrée. Mais, visiblement, le lycée professionnel dérange: il n'est pas à la mode. On a fait le pari de l'apprentissage, qu'on a d'ailleurs rapproché de la formation continue. On a abîmé les diplômes et leur caractère national. On veut envoyer en flux tendu de la main-d'œuvre vers les métiers en tension. Le lycée professionnel dispense des enseignements généraux qui sont précieux pour être libre, pour exercer sa citoyenneté, pour s'accomplir en tant que personne humaine. Il doit non pas former à la tâche ou au poste de travail, mais former à des métiers et délivrer des formations qualifiantes.

Or, le doublement annoncé du temps de stage au détriment du temps dédié à l'enseignement priverait en l'état les élèves d'une année d'apprentissage, affaiblissant ainsi la qualité de la formation et le diplôme obtenu. On constate déjà de grandes difficultés pour les élèves à trouver un stage correspondant aux besoins de la formation choisie. Lorsqu'ils sont en atelier, les enseignants dispensent

une formation à des savoirs-métiers complets pour rentrer durablement en emploi, ce qui ne sera plus le cas si l'on privilégie les stages en entreprise. Ces transformations s'accompagnent d'une volonté de donner du pouvoir sur les formations au monde économique, alors même que la tutelle des lycées professionnels glisse vers le ministère du Travail au lieu du ministère de l'Éducation. Tout cela confirme la logique « adéquationniste » qui constitue la trame de la réforme et la matrice de la politique du gouvernement: mettre des pions dans des cases, répondre à la demande immédiate des entreprises, autrement dit, « traverser la rue ». C'est un renoncement terrible et un échec annoncé. Le lycée professionnel peut faire mieux, à condition qu'on arrête de l'affaiblir, de le discréditer. Par contre, il faut le financer et le considérer. Il peut être un outil essentiel pour porter une grande ambition éducative, pour élever le niveau de qualification, pour former à ces métiers dont notre société a tant besoin pour relever ses défis. Placé au carrefour de nouveaux défis sociaux et environnementaux, de besoins éducatifs essentiels et d'une exigence de reconnaissance de tous les métiers, il est l'outil le plus efficace pour sécuriser l'avenir scolaire et professionnel des jeunes. Le devenir de l'école constitue un enjeu de société majeur pour l'avenir de la jeunesse et de notre pays. Nous demandons un





processus démocratique pour réfléchir à l'avenir du lycée professionnel afin de lui donner de la force. ■

Permettre aux jeunes d'être acteurs et actrices au travail, d'y être reconnus et de s'y épanouir.

La refondation de la filière doit être l'occasion de sortir de l'image écornée d'une voie bis.



AFP

GÉRALDINE BANNIER
Députée Modem
de la Mayenne



JULIEN JULIEN/HUMANLUCAS

SOUMYA BOUROUAHA
Députée PCF
de Seine-Saint-Denis



JULIEN JULIEN/HUMANLUCAS

**PIERRE
DHARRÉVILLE**
Député PCF des
Bouches-du-Rhône

